

Pouvoir d'emprunt—Loi

Le secteur privé au Canada a fait la force du pays par le passé et continuera de faire de même à l'avenir, si on lui donne une véritable occasion de contribuer. Nous devons penser au rôle que doit jouer le monde des affaires dans l'économie du Canada en offrant des possibilités aux grands nombres de gens qui cherchent des façons de subvenir à leurs propres besoins et aux besoins de leurs familles. Il est prêt à prendre le temps nécessaire, à dépenser son énergie, à établir les plans et à surmonter les obstacles qui s'opposent aux possibilités commerciales au Canada, parce qu'il veut apporter sa contribution et subvenir à ses propres besoins. Non seulement devons-nous penser aux besoins du secteur des entreprises, mais aussi à fournir des occasions d'emploi aux centaines de milliers de nos concitoyens.

Bien des fois, quand le gouvernement adopte de telles mesures restrictives pour le monde des affaires, il oublie le rôle que jouent les entreprises canadiennes dans notre économie. Environ 60 p. 100, peut-être plus, des emplois proviennent de la petite et la moyenne entreprises. C'est pourquoi il faut se demander si vraiment nous devrions permettre au gouvernement d'exercer un plus grand contrôle, de prendre plus d'initiatives et de réglementer avec encore plus d'autorité qu'il ne le fait déjà les activités du monde des affaires. Outre les emplois que la petite et la moyenne entreprises assurent à des centaines de milliers de concitoyens canadiens, à elles deux elles versent une bonne partie des recettes dont le gouvernement a besoin pour aider les membres de la société qui ne peuvent subvenir à leurs besoins pour diverses raisons. Elles n'y voient pas d'objection. Par contre, elles s'opposent à ce qu'un gouvernement qui ne veut ni ne sait dépenser son argent de manière efficace et productive, leur vole leur temps, leur énergie et leurs ressources.

En outre le Canada fait face au risque tragique de voir demeurer stériles de belles perspectives d'avenir. Dans l'éditorial du *Financial Times*, auquel je me suis reporté, on faisait remarquer que ces programmes, politiques et autres initiatives du gouvernement se sont soldés par quatre années lamentables pour l'économie, alors que le Canada aurait pu en connaître de bonnes. C'est cela la tragédie. Notre pays a les ressources naturelles, les talents, la technologie, la volonté et toutes les autres conditions de base nécessaires au progrès et au succès. Mais à cause d'une absence de politiques et d'initiatives, nous sommes déçus dans nos inspirations, notre potentiel est compromis, nos capacités sont sous-utilisées et notre économie est maintenue à coup d'emprunts. Ce sera un lourd fardeau que pourront difficilement supporter nos enfants, nos petits-enfants et même les générations qui suivront. Voilà ce qu'il ne faut pas oublier. Ce sont des problèmes qui se posent aujourd'hui. A moins qu'un gouvernement, que ce soit celui-ci ou un autre, n'assume ses responsabilités, notre économie sera toujours languissante, le public sera toujours surchargé d'impôts et le peuple canadien sera toujours impuissant devant les objectifs qu'il est en droit d'espérer.

[M. Patterson.]

● (1532)

Je comptais traiter des politiques proposées par mon chef et mes collègues du parti progressiste conservateur, mais le temps ne me le permet pas. Je recommande aux députés de relire les déclarations où furent exposées différentes politiques propres à relancer notre économie. Je leur demanderais de prendre le temps de parcourir ces déclarations et ces discours, car cela leur permettra de réaliser que nous sommes loin d'être négatifs et que nous proposons des mesures qui nous paraissent essentielles pour résoudre les problèmes du Canada, et essentielles aux défis économiques qui nous attendent au cours des prochaines années.

Une autre faiblesse inhérente au gouvernement actuel c'est son recours trop fréquent à l'emprunt, et ce projet de loi est une autre manifestation de cette faiblesse. Je vous renvoie aux déclarations faites il y a neuf ou dix ans par le premier ministre qui disait alors que le Canada était sur la voie de la catastrophe financière si nous ne réussissions pas à contrôler ses dépenses. Nous constatons aujourd'hui que non seulement le problème n'a pas été résolu mais qu'il s'est aggravé. Les choses mêmes que le premier ministre avait prédites à moins qu'on ne prenne les moyens nécessaires, ces choses-là nous les vivons aujourd'hui.

Le projet de loi constitue une troisième demande d'emprunt. Nous savons tous que le gouvernement dispose de deux sources principales de recettes, les impôts et les emprunts. En ce qui concerne l'impôt, il ne peut aller plus loin, et je ne pense pas que le public puisse accepter de nouvelles hausses d'impôt. Il est inacceptable que le public puisse difficilement satisfaire ses besoins parce que le gouvernement lui a confisqué ses épargnes et ses revenus, et je crois que la révolte grondera bientôt si le gouvernement continue dans cette voie.

Il n'y a donc qu'une solution: emprunter. Après avoir obtenu deux autorisations d'emprunt, le gouvernement revient nous demander l'autorisation d'emprunter 17 milliards de dollars, dont 7 milliards pour cette année et 10 milliards pour l'année prochaine. Jamais dans notre histoire un gouvernement n'a parlé d'emprunt deux ans à l'avance pour pouvoir assurer sa gestion. Nous avons tous entendu le vérificateur général dire que les dépenses échappent à tout contrôle et nous avons décidé d'avoir un contrôleur général. Mais il n'a pas le pouvoir d'empêcher quoi que ce soit, et le problème reste entier. Le mal n'a pas été extirpé. Et nous voyons suivre leur cours des politiques qui ne peuvent mener qu'au désastre.

J'aimerais lire un ou deux passages de l'ouvrage de William E. Simon, «*A Time For Truth*». M. Simon a déjà été secrétaire au Trésor aux États-Unis. A la page 10 de son livre il dit:

Malheureusement, tous ces beaux discours qu'on fait sur les déficits et l'équilibre budgétaire font perdre de vue le danger réel qui nous menace, celui d'une désintégration progressive de notre libre société. . . . Le pays est en très grave danger.